

34

La revue du
quatrième
arrondissement



Logement
la galère
parisienne



Edito de Vincent Roger

Lutte contre la pollution :

la majorité ne manque pas d'air !

Entretien avec

Elisabeth Lévy

habitante du 4^{ème} et rebelle du PAF

Tapis en fete

jusqu'à Noël!

- 30%

sur des centaines
de tapis!

94 BD DE GRENELLE 75 015 PARIS

01 53 95 25 00

OUVERTURE :

MARDI AU SAMEDI 10H - 19H -

LUNDI 14H - 19 H



BADIET

TAPIS & MOQUETTES

La majorité municipale ne manque pas d'air !

La revue du
quatrième
arrondissement



L'éditorial de

Vincent Roger

Conseiller de Paris
Élu du 4^{ème}
Conseiller Régional

Décembre 2012

n°11

En 2001 la gauche parisienne remportait les élections avec pour slogan *changer d'ère*. Avouons que cette signature était subtile. Outre la promotion de l'alternance, elle mettait en lumière la volonté de mettre en œuvre une politique écologique novatrice en particulier pour lutter contre les pollutions. Douze ans plus tard, un constat s'impose, cette politique a échoué. Son bilan est préoccupant. Le nombre de jours avec un pic de pollution inacceptable est passé à Paris de 53 à 89 jours par an entre 2001 et aujourd'hui. Les parisiens ont de fait une espérance de vie de six mois inférieure à la moyenne nationale. Il y a là un véritable enjeu de santé publique.

Deux causes principales expliquent cette inquiétante dégradation de la qualité de l'air : une vision idéologique et une absence de concertation.

Une vision idéologique excessive qui a consisté à déclarer la guerre à la "bagnole". Elle a entraîné une succession de phénomènes qui en s'additionnant aboutissent au désastre écologique actuel. Rendre insupportable la vie des automobilistes a eu pour première conséquence d'augmenter de 35% le nombre de deux roues à Paris depuis 2001. Or, les scooters sont deux fois plus polluants que les autos. Quant à la circulation, "elle est devenue épouvantable" pour reprendre l'expression du député PS Jean-Christophe Cambadélis. Une voiture sur cinq qui circule dans Paris est à la recherche d'une place, conséquence des 85 000 places supprimées en 10 ans.

L'absence de concertation au niveau de la métropole n'a fait qu'aggraver les choses. Les élus de l'exécutif municipal en charge du dossier me rappellent ceux qui croyaient que les nuages de Tchernobyl ne passaient pas les frontières. Faut-il leur rappeler que les particules fines ne considèrent pas le boulevard périphérique comme infranchissable ? La Ville de Paris aurait dû être pionnière pour proposer une approche globale de lutte contre les pollutions au niveau de l'agglomération. C'est tout le contraire qui s'est produit. Les villes voisines ont été traitées avec condescendance. Le projet d'aménagement des voies sur berges en fut une parfaite illustration. Les Maires des villes en amont et aval de Paris n'ont pas été consultés. Le rejet par la municipalité du Grand Paris a couronné le tout.

Face à une majorité municipale qui ne manque pas d'air pour continuer à donner des leçons écologiques à la Terre entière, à l'avenir il va falloir faire preuve de plus d'ouverture vis-à-vis de nos partenaires de la banlieue et remettre sur le métier l'ouvrage du grand Paris et en particulier le projet Grand Paris Express. Il nous faudra également ouvrir sans tabou différentes pistes comme augmenter le nombre de taxis électriques, créer un tramway pénétrant dans la ville, construire des parkings de rabattement aux abords de Paris ou s'interroger sur l'avenir du diesel si polluant... **En somme pour mieux respirer, je propose que la ville développe trois sens : celui du dialogue, celui de l'imagination et celui du courage.** ◆

Directeur de la Publication : Vincent Roger
Rédaction : Jean-Michel Sokol, Nelly Garnier,
Ludovic Roubaudi et Emmanuel Delarue.
Photos : DR, Hannah et Jacques Grison.
Imprimerie* : IPS - Tirage : 15 000 ex
Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 2012
ISSN / 2104-2519
*Papier certifié FSC

Conception graphique, réalisation :
bouelle.fr
Édition et régie publicitaire

Cithéa
178, quai Louis Blériot - 75016 Paris
Tél : 01 53 92 09 00
contact@citheacommunication.fr
www.citheacommunication.fr

Vous ne recevez pas le journal?

Contactez le **0 800 746 902** (appel gratuit)
Vous souhaitez figurer dans la prochaine édition?
Cithéa communication au 01 53 92 09 00 ou par

mail : contact@citheacommunication.fr

"Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages ou images publiées dans la présente publication préalable écrite de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon."

Loi du 11 mars 1957, art. 40, art. 41 et Code Pénal art. 425

Le journal n'est en aucun cas responsable des photos, des textes, des illustrations qui lui sont adressés. La société Cithéa communication ne saurait être tenue responsable pour toute erreur ou omission dans les textes et illustrations du journal.

Habitante du 4^{ème} arrondissement depuis près de 20 ans, journaliste, essayiste, auteur de livres remarquables comme Les Maîtres censeurs, chroniqueuse aussi vive que percutante - et pour certains, irritante - dans de nombreux médias, intellectuelle batailleuse, directrice de Causeur Magazine, Elisabeth Lévy dans un entretien exclusif accordé à Vincent Roger évoque son dernier ouvrage La gauche contre le réel et se livre sans langue de bois, mais avec autant de doutes que de certitudes, sur la politique, Paris et son quartier... Amateurs d'eau tiède, ne lisez pas ce qui suit.

Elisa

Votre livre s'intitule "la gauche contre le réel": comment définiriez-vous ce réel que la gauche nie ?

Mieux vaut commencer par définir la gauche... Quand je parle de la gauche dans ce livre, cela ne désigne pas un camp politique, mais un camp culturel et idéologique qui est hégémonique, au moins depuis 1945. En réalité, cela remonte à 1789. La gauche est parvenue à s'arroger l'exclusivité de l'héritage révolutionnaire, donc de la légitimité politique et morale. Le résultat, c'est qu'il est quasiment impossible de définir la droite autrement que comme ce qui n'est pas la gauche. Faute de consistance idéologique, elle n'a pas grand-chose d'autre à dire que : "on n'est pas des salauds". Et en plus, on peut maintenant jouer aux bons et aux méchants à l'intérieur de la famille, puisque, comme pour le cholestérol, il y a une bonne et une mauvaise droite....

Va pour la gauche. Et le réel ?

Il faut commencer à faire preuve d'humilité et reconnaître que personne ne détient le monopole du réel. Cela dit, quand j'emploie ce terme, je fais référence à un ensemble de faits que la gauche prétend soustraire à la critique et même à l'observation. C'est cela, la nouveauté: ce ne sont pas seulement des opinions qui sont frappées d'interdit, mais des réalités qu'on n'a même pas le droit de voir. Tout simplement parce que nous ne savons pas quoi en faire, car elles dérangent nos convictions. Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui cela concerne d'abord les questions d'identités - les nôtres, celles des autres, la façon dont elles s'arrangent entre elles. Nous avons été élevés, et à raison, dans l'idée que le pire danger qui nous menaçait était le racisme. Mais dans la foulée, c'est l'ensemble de la question migratoire qui est

beth Lévy

devenue un sujet intouchable: critiquer d'une quelconque façon l'immigration massive, envisager qu'elle puisse être autre chose qu'une chance pour la France et que la co-existence de cultures différentes puisse être autre chose qu'un dialogue empreint de respect et de bonne volonté mutuelle, c'était déjà être sur la mauvaise pente.

On n'en est plus tout à fait là ! On ne peut peut-être pas tout dire sur le sujet, mais on ne peut pas rien dire non plus !

D'abord, heureusement qu'on ne peut pas tout dire ! Contrairement à certains de mes confrères en réaction, je ne crois pas du tout à la liberté d'expression totale. Une société se définit par les interdits qu'elle se donne. Ceci étant, vous avez raison, le curseur s'est déplacé, sans doute parce qu'il est presque impossible de nier les problèmes. Certains propos de François Hollande pendant sa campagne lui auraient valu d'être taxé de fasciste par son camp il y a dix ans. Pour autant, une partie de la gauche médiatique continue à tenir avec la même énergie le discours du "il n'y a pas de problème et ceux qui disent le contraire sont des salauds"! Cette gauche défend avec enthousiasme le droit de vote des étrangers aux élections locales, qui n'est pas du tout une revendication du peuple de gauche, en particulier dans les classes populaires. L'objet de mon livre est précisément d'analyser le discours de cette gauche culturelle, plutôt que la politique menée par le camp qu'on appelle "la gauche" – qui n'est au demeurant pas très différente de celle

du camp appelé "la droite".

Si on comprend bien, dans les médias, on a le choix entre ceux-là, qui défendent un point de vue assez uniforme, et vous, les "nouveaux réacs" ?

Nouveaux réacs, vous retardez ! Depuis, nous avons été upgradés en "néo-fachos", par le Nouvel Obs, excusez du peu ! Bon, les dresseurs de listes ne m'ont jamais impressionnée, alors quand en prime, ils mettent dans le même sac des juifs et des antisémites, cela me fait presque rire... Ce qui est plus problématique, c'est la question du pluralisme. Lorsque la dernière affaire "Nouveaux Réacs" a commencé, au printemps 2011 (déjà dans l'Obs...), des tas de médias ont soudainement découvert que quatre, cinq, peut-être dix journalistes, qui ne pensaient pas comme eux sur les sujets que j'ai évoqués, avaient le droit de s'exprimer. Vous vous rendez compte du scandale ! Des opinions différentes ! Ils auraient dû nous

"Une société se définit par les interdits qu'elle se donne"

remercier d'exister, parce que parler entre gens qui pensent la même chose, c'est moins drôle. Mais non ! Ils ont demandé nos têtes ! Nous étions partout, on n'entendait que nous ! C'était faux évidemment: certes, Zemmour, Ménard, moi-même et quelques autres pouvions nous exprimer, mais pas plus et même beaucoup moins que nombre de nos contradicteurs qui avaient et ont toujours une présence quotidienne à la télé et à la radio. Nous avons pris ça à la rigolade. Peut-être avons-nous tort. Vous avez peut-être remarqué qu'on entend beaucoup moins Zemmour, que Ménard a disparu. Et quand à moi, heureusement que j'ai des amis fidèles, comme Christophe Hondelatte, qui pensent que ma voix peut

être utile dans le débat, et que beaucoup de petites télés sont plus courageuses que les "grandes"....

Parmi les sympathisants de droite, le traitement médiatique de la campagne présidentielle a été très mal vécu et vous, les nouveaux réacs, étiez un peu considérés comme les porte-paroles de ceux que N. Sarkozy appelait "la France silencieuse" !

Cela tient justement au fait que nous parlions de ces sujets interdits qui préoccupent cette majorité silencieuse. Pourtant, je n'ai jamais dit pour qui j'allais voter. Je ne veux pas être encartée. En revanche, une écrasante majorité de mes confrères a voté Hollande. Le plus amusant, c'est que Sarkozy, avec ses maladroites, ait réussi à faire penser à tout le monde qu'il tenait les médias, alors que je ne connais pas beaucoup de pays au monde où un Président de la République ait été aussi violemment critiqué. C'est la double peine, en somme....

Que vous a inspiré le revirement des médias contre Hollande à la rentrée ?

Je l'ai trouvé un peu injuste. François Hollande a tenu ses promesses, aussi bien du point de vue de son personnage que de celui de son programme. La seule exception notable, c'est l'Europe, où, comme Sarkozy, il s'est assis sur le désir des Français après avoir roulé des mécaniques en jurant que "lui Président", il ne signerait jamais l'affreux traité Merkozy.

Ne croyez-vous pas que le dévissage dans les sondages est aussi un dévissage moral. Ce qui choque les gens aujourd'hui, c'est qu'il y a six mois les démantèlements des campements de roms étaient synonymes de rafles,



Rencontre avec Elisabeth Lévy

quand aujourd'hui ce sont des décisions de justice. Il y a six mois le traité européen devait être négocié, aujourd'hui il est voté. Il y a six mois, le plan PSA était inacceptable, il est devenu inévitable. Tout est comme cela !

Ce n'est pas tellement une question de morale. Sur les Roms, les gens sont plutôt contents de voir que leur gouvernement n'est pas complètement fou. Et que le plan à PSA soit passé de "inacceptable" à "inévitabile", il n'y a là rien de très nouveau. Les reniements et les promesses non tenues ne sont pas l'apanage de la gauche. Je crois plutôt que la faute de François Hollande, c'est d'avoir fait croire aux Français qu'il suffirait de renvoyer Nicolas Sarkozy - et de faire payer les riches - pour que tout change...

Donc la présidentielle c'était un choix de personne ?

En tout cas, ce n'est pas la prétendue "droitisation" qui a posé problème: si parler sécurité et immigration, c'est de la droitisation, alors la France se droitise à grande allure. L'échec de ce qu'on a appelé la stratégie Buisson, c'est qu'on voyait trop que c'était une stratégie. Les gens ne reprochent pas à Nicolas Sarkozy d'avoir parlé de karcher, mais de ne pas en avoir usé, du karcher. Il aurait dû expliquer ce qui avait coincé. Tout le monde pense aujourd'hui, y compris à gauche, qu'on ne pourra pas améliorer l'intégration sans réduire considérablement l'immigration, notamment familiale. Mais vous ne pouvez pas vous contenter de dire aux gens que ce que vous n'avez pas fait pendant cinq ans, vous allez le faire la fois d'après. Parce qu'à l'arrivée, nombre d'électeurs du FN se sont dits: on ne va pas se refaire avoir, alors autant voter Hollande.

Dans ces conditions, l'UMP pourrait reconquérir Paris si elle était à la hauteur. Le 17 septembre dernier, en conseil d'arrondissement, j'ai dit au Maire que le Paris de Chirac était plus mixte socialement que le Paris de Delanoë. Il n'a pu me donner tort. Ces dernières années, la plupart des grandes

ville de France, à l'exception de Marseille qui est la plus pauvre, sont passées à gauche en même temps qu'elles se "gentrifiaient". Que Paris ait basculé à gauche est le meilleur symbole de l'embourgeoisement de la gauche et de sa difficulté à s'adresser aux classes populaires - même si le PS est remonté chez les ouvriers. Cette homogénéisation sociale, ajoutée au fait qu'il n'y a plus d'autres activités que le commerce dans les centres-villes, rend nos villes sinistres. Empruntez le boulevard Saint-Michel à 23 heures: plus de troquets ouverts, plus de musique, juste des marchands de fringues et quelques fast-foods... Mais comment une ville où il est impossible à des jeunes de se loger pourrait-elle être vivante ?

Qu'est-ce qu'on pourrait améliorer dans le 4^{ème} ?

Si on pouvait arrêter d'interdire la circulation dans certaines rues le dimanche, ce serait déjà bien. Et aussi fermer les marchands de fringues le dimanche, comme ça les gens ne viendront pas seulement pour consommer, ce qu'ils peuvent faire six jours sur sept.

Je pense que c'était une bonne idée de fermer la circulation le dimanche dans le Marais. Moi-même j'étais pour, car il était impossible de circuler pour les personnes âgées ou avec une poussette tant il y avait de monde.

Mais dans une ville, il y a des voitures. Et vous ne transformerez pas plus la ville en campagne en interdisant les bagnoles que vous ne créez une plage en plantant deux palmiers au bord de la Seine...

"lui Président", il ne signerait jamais l'affreux traité Merkozy."

Quel jugement portez-vous sur la vie culturelle de Paris en général ?

Bien sûr, à Paris, on a accès à tout: musées, musique, cinéma, théâtre... Ce n'est pas de la faute de la municipalité s'il est presque impossible de voir une pièce de Racine montée de façon classique. En revanche, je déteste les happenings prétendument culturels comme la "Nuit blanche" ou la Fête de la Musique. Ces

jours-là, je fuis. Voir des gens déambuler dans les odeurs de merguez, cela n'est ni festif, ni culturel. La fête organisée par les pouvoirs publics, c'est un peu antinomique, non ?

Quels sont les endroits que vous aimez bien dans le 4^{ème} ?

J'aime bien les bouts de rue oubliés par le temps et par le commerce, les cours où restent quelques ateliers, les places inconnues des guides et des touristes, les quelques bistrotts qui ne se sont pas encore mis à l'heure post-moderne. Je déteste les endroits branchés. Et je regrette que le 4^{ème} soit de moins en moins un endroit où on vive et de plus en plus un lieu de passage, d'achat et de tourisme. C'est un peu scrogneu qui vous l'accorde.

Si on vous résumait d'une formule. Avez-vous une signature, un proverbe, un vieil adage qui vous caractérise ?

À Marianne, j'avais placardé sur mon ordinateur cette inscription: "Assez d'actes, des mots !" Finalement, cela résume un peu ma vie. Et vous pouvez voir à ma fenêtre cette pancarte qu'un ami avait confectionnée pour la manifestation de soutien à Charlie Hebdo après l'incendie sur laquelle on peut lire: "C'est dur de vivre ensemble avec des cons"... Eh oui, c'est dur !

Enfin, je sais que vous aimez Philippe Muray. Êtes-vous allée voir la lecture qu'en fait Fabrice Lucchini ?

Oui, et plusieurs fois ! Voir des tas de gens de gauche se faire fouetter et en redemander, c'est un spectacle dont je ne me lasse pas....



Logement : la galère parisienne

Par Nelly Garnier

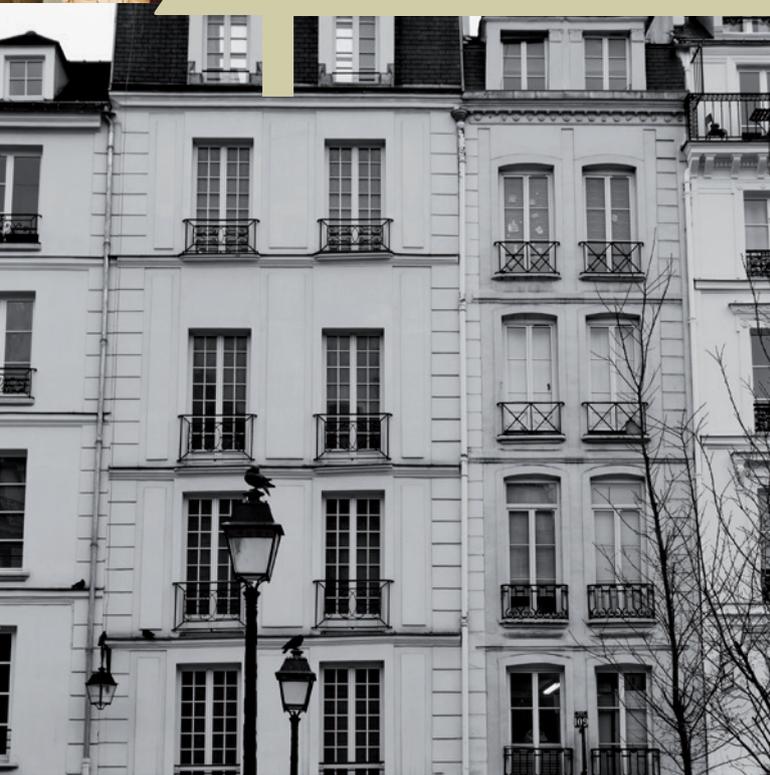
gestion . vente . location

Parler de la question du logement à des Parisiens, c'est la certitude d'engager une discussion enflammée, chacun y allant de ses anecdotes personnelles : de l'étudiant qui loue une chambre de bonne à prix d'or au Parigot de toujours obligé de quitter la capitale lorsque vient l'heure de la retraite, en passant par le jeune couple contraint de s'installer sur le canapé du salon quand la famille s'agrandit. En un mot, se loger à Paris, c'est souvent la galère.

93% des habitants de l'agglomération parisienne considèrent qu'il est "difficile de trouver un logement" (TNS-SOFRES, 2011) et acheter reste souvent un rêve inatteignable – la capitale ne compte qu'un tiers de propriétaires occupants contre 62% en grande couronne. Bien sûr, on connaît la cause du problème. Capitale de la première région économique française, Paris est une ville attractive, notamment pour les actifs. Avec 2,2 millions d'habitants, la capitale compte 19% de la population régionale et 32% des emplois franciliens. Dans le même temps, Paris intra-muros est une ville "petite" en surface avec 87 km² contre 321 km² pour l'Inner London. Dès lors, on assiste à un déséquilibre évident entre la demande et l'offre de logements dans la capitale. Cela se traduit par un double phénomène. D'un côté une envolée des prix des logements, qui trouvent toujours ac-

quéreur. On estime que 20 dossiers d'acheteurs sont enregistrés pour un seul bien mis en vente. De l'autre côté, des loyers de plus en plus élevés qui ont pour conséquence le départ des familles et une explosion de la demande dans le parc social. Près de 6% des familles avec enfant quittent Paris chaque année contre 2,5% en 1999. Dès lors, Paris court le risque de devenir une ville vieillissante et privée de mixité intergénérationnelle. L'INSEE prévoit ainsi une hausse de 25,4% des personnes âgées dépendantes dans la capitale en 2030.

Cette situation de crise et de déséquilibre a été accentuée par l'incapacité de la Ville de Paris et de la Région Ile-de-France de mener des politiques de long terme, malgré des moyens considérables. Paris touche chaque année 1 milliard d'euros grâce aux droits de mutation



ponse apportée à la crise du logement à Paris, et ce principalement pour deux raisons. La première, c'est le manque de foncier disponible. Aujourd'hui, la moitié des logements sociaux de Paris sont concentrés dans les seuls arrondissements où il y a "de la place", à savoir le 13^e, le 19^e et le 20^e arrondissement, si bien qu'on ne peut plus réellement parler de mixité sociale dans ces quartiers. A l'inverse, les arrondissements centraux disposent de très peu de terrains constructibles. La préemption reste donc la principale solution pour développer le logement social, ce qui a pour effet de réduire encore l'offre disponible dans le parc privé et de tendre davantage le marché. Par ailleurs, l'opacité de la Ville de Paris en matière d'attribution de ces logements génère de plus en plus souvent un sentiment d'injustice (voir intervention de Vincent Roger au Conseil de Paris p.10).

Seconde limite du logement social, il ne répond aux besoins que d'une minorité de Parisiens. 12 000 demandes de logement social aboutissent chaque année pour près de 120 000 demandes annuelles. Et ce nombre ne risque pas de diminuer avec 72% de la population parisienne rentrant dans les critères d'éligibilité à un logement social. Il est donc évident que la crise du logement ne peut être résolue que par une action conjuguée sur le parc privé.

enregistrés lors des transactions immobilières. La Ville de Paris s'est ainsi enrichie grâce à la flambée des prix, devenant en quelque sorte spéculo-dépendante. Cependant cet argent n'a pas été utilisé pour désengorger Paris, fluidifier les axes de transport et engager des politiques de construction. Pendant des années, la gauche parisienne a reporté la faute sur l'Etat et, maintenant qu'elle dispose de tous les pouvoirs, force est de constater qu'elle préfère les mesures d'affichage aux politiques structurelles.

Mesures d'affichage et fausses bonnes idées de la gauche en matière de logement

Le logement social comme réponse à tous les problèmes

Le logement social est nécessaire pour maintenir la mixité sociale dans le centre de Paris. Cependant, loin de devenir plus mixte, Paris devient progressivement la ville des plus aisés et des plus aidés. Il est aujourd'hui extrêmement difficile pour un couple de classes moyennes de se loger dans le parc privé ou d'accéder à un logement social (voir encadré p.11). C'est pour cette raison que nombreux sont les élus de la droite parisienne, à l'instar de Vincent Roger dans le 4^e arrondissement, qui votent les programmes de logements sociaux, mais exigent également plus de catégories intermédiaires pour répondre aux attentes de la classe moyenne.

Cependant, le logement social ne peut être la seule ré-

“Paris devient progressivement la ville des plus aisés et des plus aidés”

Le décret d'encadrement des loyers, “un pansement sur une jambe de bois”

La manière d'agir sur le privé pour la gauche, c'est d'encadrer les loyers. En réalité, les limites et l'inutilité du décret institué par Cécile Duflot en juillet 2012 sont

évidentes. La crise du logement résulte d'un manque d'offre. Il s'agit d'un problème structurel, et non d'une question de volontés individuelles. On sait bien que montrer du doigt les chefs d'entreprise ou les propriétaires n'a jamais résolu ni une crise économique ni une crise structurelle du logement. Bien sûr, il

faut lutter contre les loyers abusifs des micro-logements, comme l'a d'ailleurs fait le gouvernement de François Fillon en taxant les locations, dont la surface est inférieure ou égale à 14 m² et le loyer supérieur à 40 €/m². Cependant, l'encadrement des loyers est doublement inefficace, inefficace parce qu'il ne répond pas à la pénurie de logements et inefficace parce que chacun peut constater qu'il n'a pas eu d'impact sur le montant des loyers. Au contraire, l'expérience montre que l'augmentation des réglementations tend à freiner les initiatives du secteur privé en matière de logement.

Ainsi, comme le rappellent les professionnels de l'immobilier, avant la loi SRU, les promoteurs construisaient 1 000 logements par an dans les dix arrondissements centraux de Paris. Depuis cette loi, ils en construisent moins de



BOURGOGNE

Longue à vendre à Orly de Paris, en France dans l'ancien le plus grand centre de la France

avec 11 appartements, une piscine extérieure avec 80 m² de terrasse et

PARIS 4ème - MARAIS

BELLE BOUTIQUE D'ANGLE

possibilité de faire une terrasse

Tout commerce sauf nuisance

Proche de la rue Vieille du Temple

45 m² rez de chaussée

MARAIS

BUREAUX A LOUER

Dans un très bel immeuble de l'

au 1er étage sur cour

divisés en 2 pièces

storgeuil 75002

Décembre 2012

n°11

DOSSIER

É FAI

“il est devenu plus rentable de faire des bureaux”

30, parce qu'il est devenu plus rentable de faire des bureaux. Il est donc nécessaire de réfléchir à des politiques de logement qui soient également attractives pour les promoteurs. Il s'agit simplement de pragmatisme.

Une seule solution : une politique de construction de logements et de transport à l'échelle du Grand Paris

Le pragmatisme, c'est aussi de ne pas se défaire derrière les propriétaires et les promoteurs immobiliers et d'assumer le rôle des acteurs de public en matière d'aménagement du territoire. Le problème de Paris est le suivant : une surface réduite, une densité résidentielle parmi les plus élevées d'Europe (24 900 habitants au km² contre 9 354 habitants au km² dans l'Inner London) et très peu de foncier disponible pour la construction. L'enjeu est donc double : produire plus de logements et ouvrir Paris. Il y a aujourd'hui consensus pour ne pas construire des tours qui viendraient défigurer le patrimoine architectural exceptionnel de Paris. Cependant, il reste encore des possibilités de densifier le tissu urbain, notamment en sur-élevant les toits et en comblant les dents creuses. Une étude menée par l'architecte Michel Cantat-Dupart, dans le cadre de l'Atelier du Grand-Paris, sur douze rues parisiennes choisies au hasard et excluant les arrondissements centraux, a ainsi montré qu'il existe sur ces seules douze rues une capacité foncière aérienne de 466 000 m². Il faut être à l'écoute de ce type de solutions.

Mais, au-delà, il faut aussi se dire une fois pour toute que Paris, au sens de grande métropole européenne et même mondiale, dépasse les frontières du périphérique. Paris doit être davantage ouverte sur la petite couronne et la grande couronne. Ceci est d'ailleurs reconnu avec courage par le député PS Jean-Marie Le Guen. C'est tout l'objet du Grand Paris, chantier de fond engagé par le gouvernement de François Fillon, qui aura bien plus d'impact qu'un blocage artificiel et inefficace des loyers. Si le départ en banlieue est souvent retardé le plus longtemps possible par les Parisiens, c'est parce que ces derniers anticipent un allongement considérable de leur temps de transport quotidien. Tout l'enjeu est donc de densifier les zones pavillonnaires et de développer le réseau de transports en commun. Sur ce point, on ne peut que dénoncer l'inertie du Conseil régional. Il a fallu attendre le Président Nicolas Sarkozy pour voir un grand projet de transport émerger à l'échelle de l'agglomération parisienne et les socialistes, une fois au pouvoir, n'ont rien trouvé de mieux que de bloquer le budget de ce projet. Pas un euro n'est inscrit pour le financement des 200 km du futur métro

Le logement en chiffres à Paris

1,35 millions de logements dont :

• 86% de résidences principales

• 6,5% de résidences secondaires

• 8% de logements vacants

• 15% de logements sociaux

33% des Parisiens sont propriétaires de leur résidence parisienne

8 550€ du m² au second semestre 2012

Le logement en chiffres dans le 4^e

22 529 logements dont :

• 72% de résidences principales,

• 18% de résidences secondaires

• 10% de logements vacants

• 9% de logements sociaux

32% des habitants du 4^e sont propriétaires de leur résidence principale.

11 230€ du m² au second semestre 2012

(+47% sur 5 ans)

(Sources : insee.fr et www.notaires.paris-idf.fr)

automatique autour de Paris dans la loi de programmation des finances publiques 2013-2015. Les Franciliens apprécieront en général et les Parisiens jugeront en particulier cette politique en 2014. ◆



Ça s'est passé au Conseil de Paris



Intervention de Vincent Roger

Lundi 24 septembre 2012

Intervention de Vincent Roger à l'occasion du débat sur le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation concernant les modes et méthodes d'attribution des logements sociaux à Paris.

Attribution des logements : **une loterie**

“Monsieur le Maire,
Chers collègues,

Les Missions d'Information et d'Evaluation concourent incontestablement à la vivacité démocratique de notre assemblée.

Comme j'avais pu déjà le constater comme rapporteur de celle relative aux politiques liées à la dépendance, ces M.I.E permettent d'approfondir les dossiers, d'apprécier l'impact des politiques municipales auprès des parisiens et d'ouvrir de nouvelles voies pour répondre à leurs attentes.

Ce fut le cas à nouveau lors de cette MIE. Je tiens d'ailleurs à saluer le sens de l'écoute du Président Garel*.

Son ouverture d'esprit comme celle du rapporteur Michel Dumont ont sans doute contribué à aboutir à un vote à l'unanimité de ce rapport.

Mais sans vouloir atténuer le rôle du Président et du Rapporteur, il y a une raison plus politique qui m'a incité à

voter pour ce rapport.

Celle qui fait, mes chers collègues, que ce rapport est un réquisitoire.

Il dresse d'abord un bilan pour le moins préoccupant de la situation en matière de logement social à Paris. Les chiffres parlent d'eux même 20 000 demandeurs de logements sociaux supplémentaires depuis 2001, 25 % des demandeurs sont inscrits depuis plus de 5 ans, un taux de rotation de 4,4% contre 9% au niveau national.

Ce rapport est ensuite accablant concernant l'attribution des logements.

Premièrement, parce que les Parisiens en la matière sont soumis, à une loterie municipale. Lors de son audition l'ancien directeur de la DLH** ne pouvait pas être plus explicite en déclarant, à propos de l'attribution des logements, que “dans la phase finale, c'est du tirage au sort qui ne veut pas s'appeler ainsi.”

En fait Monsieur le Maire, c'est Big Brother à Paname. Et Monsieur Mano***,

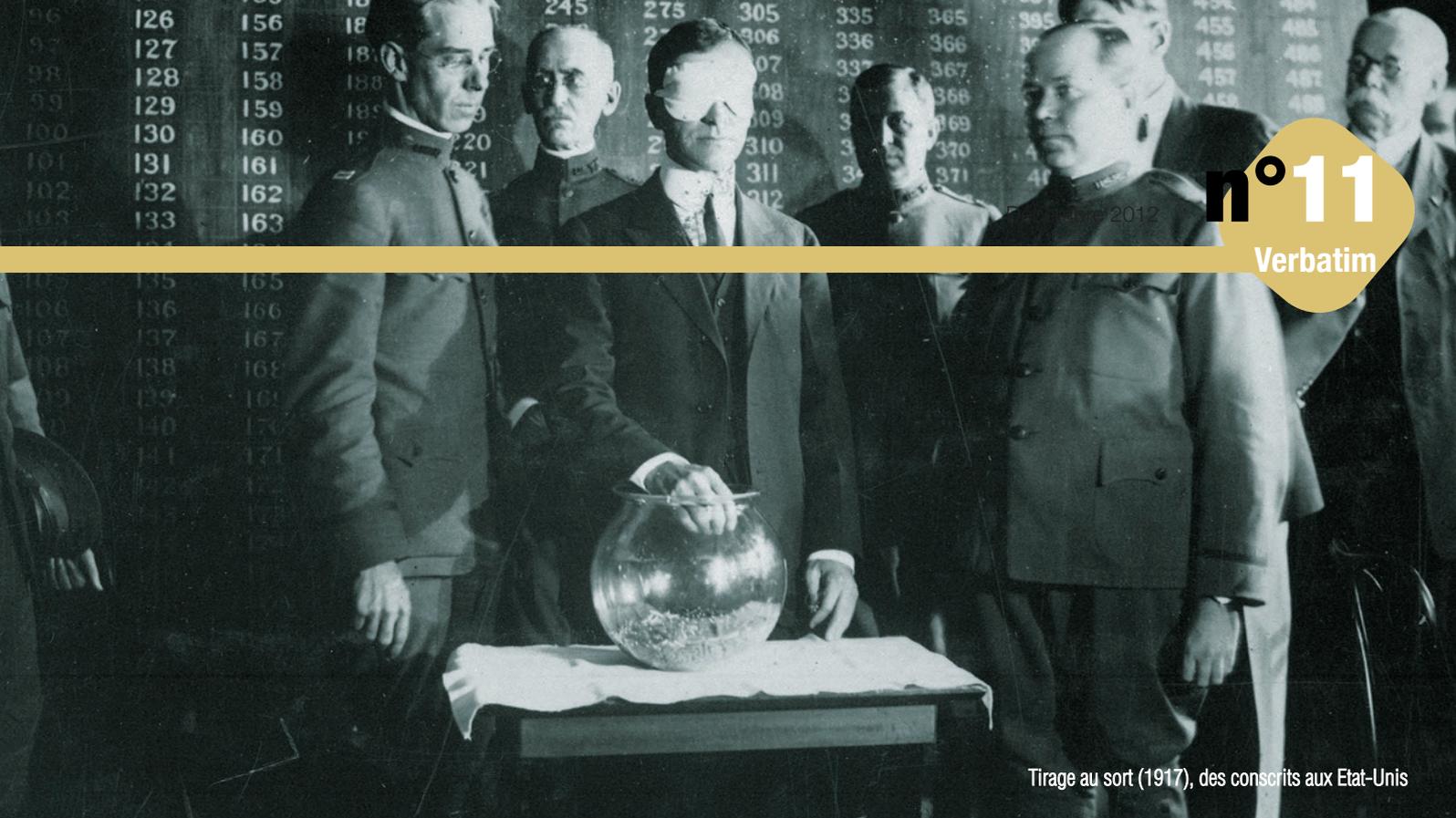
Géo Trouvetout d'AIDA****, ne peut plus rien face à la machine folle qu'il a lui-même contribué à créer.

Deuxièmement ce rapport est inquiétant en matière de transparence dans les arrondissements. Sujet sur lequel votre majorité aime tant se gargariser en permanence.

En effet concernant l'attribution par les mairies d'arrondissement on constate une différence dans le traitement en amont des dossiers d'attribution entre les arrondissements ce qui engendre de fait une inégalité de traitement entre les Parisiens.

Qui croire Monsieur le Maire, entre le Maire du 10^{ème} arrondissement dont je salue la franchise, qui nous expliquait que les dossiers d'attribution sont préparés par son cabinet, ceux qui nous racontaient comme le Maire du 9^{ème} qu'un adjoint est en charge de faire le tri en amont et ceux comme les Maires du 4^{ème}, 12^{ème} et 14^{ème} qui nous proclamaient

“ce rapport est un réquisitoire”



Tirage au sort (1917), des conscrits aux Etat-Unis

municipale

qu'au grand jamais leur entourage n'intervient dans la préparation des dossiers et que tout est uniquement de la responsabilité des services.

Il est urgent d'en finir avec ces tartufferies. Il est impératif de rationaliser les modes de fonctionnement des mairies d'arrondissement dans le cadre la gestion de leur commission d'attribution. La recommandation n°12 proposant d'instaurer une charte des bonnes pratiques dans les arrondissements constituerait une première étape. Mais il faudra aller plus loin.

Votre Première adjointe a déclaré dans Le Monde de samedi "qu'en matière de logement social [il ne fallait] que personne vienne lui donner de leçon".

Outre l'état d'esprit que dénote ce type de propos, Monsieur le Maire, Madame la Première adjointe, ne vous en déplaît, mais ce rapport devrait vous servir de leçon tant il apparaît comme un avertissement cinglant à votre majorité.

A vous d'en tirer les conséquences".

"Il est urgent d'en finir avec ces tartufferies"

* Président du groupe des Verts au Conseil de Paris

** Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris

*** Adjoint au Maire de Paris en charge du logement

**** Accueil et Information des Demandes d'Attribution de logement, fichier géré par la direction du Logement et de l'Habitat

Le logement social à Paris

197 414 logements sociaux en service
12 000 demandes aboutissent chaque année pour 120 000 demandes

Taux de rotation de 5,4% contre 9,5% en moyenne nationale
Depuis 2001, 71% des logements sociaux ont été produits dans le nord et l'est parisien

3 types de logements sociaux :

Le PLAI (Prêt Locatif aidé) : revenu fiscal de référence inférieur à 28 736 euros pour un couple avec 2 enfants. Loyer : 5,74 €/m²
Le PLUS (Prêt Locatif à Usage Social - Prêt Locatif Aidé) : revenu fiscal de référence inférieur à 52.242 € pour un couple avec deux enfants. Loyer : 6,44 €/m² ;
Le PLS (Prêt Locatif social) : revenu fiscal de référence inférieur à 67.914 € pour un couple avec deux enfants. Loyer : 12,57 €/m².

Les classes moyennes, grandes perdantes de la politique socialiste parisienne

A Paris, 6 attributions sur 10 de logements sociaux se font au bénéfice de ménages dont les ressources sont inférieures à 60% des plafonds PLUS (soit autour de 30 000 € par an pour un couple avec deux enfants). Par conséquent, il est aujourd'hui quasi-impossible pour un couple d'instituteurs avec deux enfants disposant d'un revenu annuel autour de 50 000 € de trouver une place en logement social. Cela confirme bien que, pour les socialistes, on est riche en France, et même à Paris, quand on gagne 4100 € par mois à deux soit le revenu médian à Paris pour un couple.



WARGA

POMPES FUNÈBRES & MARBRERIE FUNÉRAIRE

Depuis plusieurs décennies à votre service

CAVEAUX

MONUMENTS TOUTES FORMES · TOUS MATÉRIAUX

EXHUMATIONS · TRANSPORTS TOUTES DISTANCES

CONVOIS ACCÉLÉRÉS PROVINCE & ÉTRANGER

CONTRATS PRÉ-OBSÈQUES

FAIRE-PARTS IMMÉDIATS

DIVERS

La Maison Warga vous garantit un professionnalisme nécessaire dans le secteur sensible du funéraire.

Toujours proches de vos préoccupations, nous revendiquons notre savoir-faire : fourniture de granits de qualité, originalité et diversité de nos modèles, créativité pour des monuments personnalisés, etc.

Nous vous remercions pour votre confiance.

La Direction

Siège social

15 rue Malher - 20 rue Pavée
75004 Paris

Tél. : 01 42 77 98 00

Fax : 01 48 87 77 38

Magasin d'exposition

24-26 avenue du Cimetière Parisien
93500 Pantin

Tél. : 01 48 40 38 44

Fax : 01 48 40 91 38

Viagers-Lapous

30 ans d'expérience à votre service

*Vous souhaitez améliorer
votre retraite ?
Vous souhaitez vous constituer
un patrimoine immobilier ?*

***Vivez
viager !***



*Forte de 30 années
d'expérience, la
société **Viagers
Lapous** entretient
avec sa clientèle*

*une relation privilégiée basée
sur sa devise : une éthique
avant tout. Ses conseils et ses
expertises gratuites et*

*discrètes au cas par cas lui
ont permis de réaliser en
toute confiance avec ses
clients, près d'un millier de
ventes en viager.*

***Hervé Lapous, le service
d'un expert reconnu,
à votre écoute.***

Hervé LAPOUS
354, rue Lecourbe 75015 Paris
Tél. 01 45 54 28 66
viagers-lapous@wanadoo.fr
www.viagers-lapous.com





BRÈVES DU 4^e...

Par Emmanuel Delarue

qui publie depuis mars 2008 le blog le plus lu de l'arrondissement
(<http://www.lindependantdu4e.typepad.fr/>).

Pendant l'été, de nouvelles stations Autolib' ont été installées dans les rues du 4^e. Pourquoi pas ? Mais sans aucune concertation avec les riverains et les conseils de quartier.

31 août 2012 : Sur Tweeter, le maire du 4^e arrondissement dénonce le fait que ce sont surtout des hommes qui sont des "adeptes du cumul". Interpellé sur le fait que lui-même est Maire du 4^e et Conseiller régional, il répond que le maire d'arrondissement est "un Demi-maire en quelque sorte". Drôle de conception de la fonction !

8 septembre 2012, lors du forum des associations, Vincent Roger et son équipe sont restés près de 3h pour rencontrer les responsables associatifs.

11 septembre 2012 : intervention du Maire de l'arrondissement au Conseil de quartier Saint-Gervais. Il se dit attristé par ce qu'est devenue la rue des Rosiers... Oublie-t-il qu'il est maire adjoint de Paris et de l'arrondissement depuis près de douze ans ?

12 septembre 2012 : la Maison Des Associations du 4^e arrondissement du boulevard Henri IV a été "inaugurée"... près de 2 ans après son ouverture au public. Une opération de communication ?

17 septembre 2012 : lors du Conseil d'arrondissement, questionné par Vincent Roger à ce sujet, le maire du 4^e répond que sa lettre pour annoncer son "avènement" envoyée par courrier aux habitants pendant l'été avait coûté 8 038€. Les contribuables qui doivent se serrer la ceinture apprécieront !

23 septembre 2012 : très belle réussite, avec l'aide du beau temps, du Vide-Greniers du 4^e arrondissement. Bravo au Conseil de quartier Saint-Gervais et à l'Association Chrétien Immigré qui ont organisé la 5^e édition !

Jeudi 27 septembre 2012 : cérémonies d'inauguration de la fin de la restauration de l'Hôtel de Mayenne. Le temps de la controverse concernant la disparition de la partie centrale est devenu inutile. Il ne reste plus qu'à admirer !

1^{er} Octobre 2012 : Le député Patrick Bloche est toujours maire du 11^e arrondissement Avant sa réélection en juin 2012, il s'était engagé à ne plus cumuler son mandat parlementaire avec la tête d'un exécutif local après le 30 septembre...

9 octobre 2012 : Au Trumilou, quai de l'Hôtel de Ville, la 109^e soirée de l'association Mille-feuilles sur le thème "le devoir de Justesse". Une rencontre de grande qualité avec Annette Wiviorka, Henry Borland et Yvan Jablonca.

28 novembre : une plate-forme de la structure de jeux du square Henri Galli s'est effondrée lorsqu'un agent des espaces verts a entrepris de la secouer. La Mairie a indiqué qu'un nouvel espace de jeux serait installé au cours du premier trimestre 2013. Il n'est jamais trop tard pour agir !

Au premier trimestre 2013 : la Mairie du 4^e annonce les prochains tirages au sort pour les conseils de quartier, soit avec deux ans de retard par rapport à ce qui était prévu dans la Charte des conseils de quartier.



Du 12 décembre 2012 au 24 novembre 2013 auront lieu les festivités du 850^{ème} anniversaire de la cathédrale de Paris. Pour tout renseignement : <http://www.notredamedeparis.fr/>



Pour joindre Vincent ROGER, c'est simple

Par mail : vincent.roger@paris.fr

Par téléphone : 01 42 76 64 91

Par fax : 01 42 76 53 93

Par courrier : 9, place de l'Hôtel de Ville 75 196 Paris RP



@vincentroger754

4

Ça s'est passé dans le 4^{ème}



Gymnase dans le 4^{ème} : double flop !

Alors qu'elle en avait fait un engagement de campagne en 2001, la municipalité n'a toujours pas construit un nouveau gymnase dans le 4^{ème}. Bilan un gymnase pour 30 000 habitants. Et flop ! Répondant à une question de Vincent Roger au Conseil d'arrondissement le 12 mars dernier, sur l'état du complexe Saint Merri, rue du Renard, l'ancienne Maire du 4^{ème} avait admis l'existence de défauts de conception "tout à fait handicapants" et indiqué qu'une étude avait été réalisée par les services de la Ville. Cependant, malgré deux questions écrites, adressées le 16 juin et le 15 octobre 2012 au Maire de Paris, afin d'obtenir ladite étude en question, l'opposition n'a reçu aucune réponse concrète sur l'état réel des lieux, le calendrier des travaux et leur financement. Interrogé lors du conseil d'arrondissement du 5 novembre dernier, le nouveau Maire est demeuré vague quant à la rénovation de cet établissement. Conclusion le seul gymnase de l'arrondissement n'est plus aux normes. Et reflop !

Télex du 4^{ème}

Le 24 janvier prochain l'école privée Saint Merri sera rebaptisée Saint Jean Gabriel... Le Conseil de quartier Saint-Merri a émis le vœu que la Tour Saint-Jacques ouvre au public plusieurs fois par an... Les échafaudages de la tour de l'église Saint Gervais resteront en place jusqu'en 2014... Bravo ! à l'Association du quartier Beaumarchais et à son Président, David Thomas, qui ont permis au boulevard Beaumarchais de se parer à nouveau d'illuminations de Noël après 10 ans d'absence.

Quelle splendeur !

Après dix ans de combat la façade de Saint-Paul a été enfin rénovée. Vincent Roger avait déposé des vœux en ce sens au Conseil de Paris et interrogé à de nombreuses reprises la Maire du 4^{ème} en Conseil d'arrondissement sur l'état d'avancement de ce dossier. Le plaisir fut donc dans l'attente mais bravo à la Mairie de Paris d'avoir financé les travaux (coût 4 millions d'euros). Chacun peut ainsi redécouvrir ce joyau du 17^{ème} siècle.



Hôtel-Dieu : un vœu voté mais pas adopté !

Durant 10 ans la gauche d'arrondissement a annoncé la fermeture de l'Hôtel Dieu par un gouvernement de droite. La Mairie du 4^{ème} servant régulièrement de QG de désinformation auprès de la population pour faire courir différentes rumeurs en la matière. Ironie de l'histoire, c'est un gouvernement de gauche qui s'appête à fermer les urgences de cet hôpital. Après différents communiqués contradictoires, la majorité municipale a déposé un vœu au conseil d'arrondissement le 3 décembre pour le maintien des urgences. Ce vœu a été voté à l'unanimité, l'opposition s'y étant associée. Problème le vœu n'a pas été déposé par le Maire de l'arrondissement au Conseil de Paris du 10 décembre, il n'a pu donc être adopté par le Maire de Paris ! C'est ballot...

Agenda passé et à venir de Vincent Roger

Passé

1^{er} juillet, remise des coupes et médailles aux foulées du Marais, inauguration des bornes de la mémoire rue des Rosiers à l'occasion du 70^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv ; 2 juillet, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; 5 juillet, Commission des Affaires Sociales à la Région ; 9 et 10 juillet, Conseil de Paris ; 11 juillet, Mission d'Information et d'Evaluation sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; 12 juillet, MIE sur l'attribution des logements sociaux à Paris ; 20 juillet, Commission de révision du plan de sauvegarde du Marais, 20 août débat dans l'émission Grand Paris sur BFM Business concernant les voies sur berges ; 25 août, cérémonies de la libération de Paris ; 5 septembre, l'émission on ne va pas se mentir sur l-télé ; 12 septembre, formation à l'Agence Régionale de Santé sur la gouvernance sanitaire ; 17 septembre, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; 24 et 25 septembre, Conseil de Paris ; 26 septembre, visite des synagogues du 4^{ème} arrondissement à l'occasion des fêtes de Kippour ; 27 et 28 septembre, Conseil régional d'Ile-de-France ; obsèques de Michel Caldaquès ancien Sénateur-Maire du 1^{er} arrondissement ; inauguration de l'Hôtel de Mayenne à l'école des Francs-Bourgeois ; 4 octobre, Commission des Affaires Sociales de la Région ; compte-rendu de mandat ; 8 octobre, conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; 15 et 16 octobre, Conseil de Paris, 18 octobre, commission des affaires sociales au Conseil régional audition de Claude Evin, directeur de l'Agence Régionale de Santé ; 25 octobre, Conseil régional d'Ile-de-France (SDRIF) ; 26 octobre, rencontre avec Mireille Faugère, Directrice générale de l'AP-HP ; réunion sur le schéma gérontologique à la Mairie de Paris ; 5 novembre, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; 11 novembre, cérémonie ; 12 et 13 novembre, Conseil de Paris ; 22 et 23 novembre, Conseil régional d'Ile-de-France.

Avenir

3 décembre, Conseil d'administration du lycée Charlemagne, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; 5 décembre, Commission des affaires sociales du Conseil de Paris ; 8 décembre, fête de l'école des Francs-Bourgeois ; 9 décembre, messe à Saint-Paul pour l'inauguration de la façade de l'église ; 10, 11 et 12 décembre, Conseil de Paris : interventions sur le budget et sur le schéma gérontologique ; 14 décembre, visite de l'Hôtel de Ville avec l'association "le quatrième au cœur", brocante de l'école des Hospitalières Saint Gervais ; 17 décembre, concert du conservatoire du centre de Paris ; 19, 20 et 21 décembre, Conseil régional d'Ile-de-France, 20 décembre, Conseil d'administration du Centre d'Action Sociale ; 17 janvier, Commission des Affaires Sociales à la région ; 24 janvier, soirée de l'école privée Saint Merri ; 4 février, Conseil d'arrondissement ; 7 février, Commission des Affaires sociales à la région ; 11 et 12 février, Conseil de Paris ; 14 et 15 février, Conseil régional.





Paris du bout de ma lorgnette

par Nelly Garnier

Paris, belle égoïste

Il y a des petits moments de vie qui constituent des événements marquants d'un engagement politique personnel. En février 2010, je me souviens d'être restée stupéfaite devant la couverture de Télérama. On y voyait la photo d'une zone commerciale du sud de l'Essonne avec comme titre évocateur "Halte à la France moche". Un peu plus d'un an plus tard, le même Télérama découvrait la montée du FN dans les zones périurbaines, dans cette France moche justement. En voyant cela, je n'ai pu m'empêcher de penser à ces binômes qui se forment parfois chez les adolescentes, la belle et son faire-valoir. La belle se sait attirante, admirée, désirée. La belle est riche. Elle dispose d'un budget de près de 8 milliards d'euros par an. Alors elle peut se permettre le caprice de reconstituer une forêt sur le parvis de l'Hôtel de ville, avec de vrais arbres et de vraies collines, tout cela pour seulement trois semaines. La belle n'aime pas les voitures, parce que les voitures, ça sent mauvais et ça fait du bruit. Alors, ça ne la dérange pas de fermer l'un des principaux axes routiers de la capitale, même si cela complique la vie de cette France moche qui a dû quitter

"Elle ne se rend pas compte que la banlieue n'est pas une France moche"

Paris, faute de moyens, mais qui continue d'y travailler. Mais rassurez-vous, la belle ne culpabilise pas, parce que la belle a bonne conscience, la belle manifeste en soutien aux sans-papiers quand ça lui prend, la belle donne au Sidaction, la belle lit les Inrocks, la belle est de gauche. La belle s'enferme dans les frontières de son périphérique. Elle ne se rend pas compte que la banlieue n'est pas une France moche. Elle ne se rend pas compte qu'elle est sa chance et son atout. Elle ne se rend pas compte qu'elle ferait mieux d'utiliser ses ressources à développer les interconnexions et les axes de transport. Elle ne se rend pas compte qu'elle ne sera jamais une métropole de rayonnement mondial sans ces millions de forces vives, sans ces talents, sans ces territoires si dynamiques. Elle ne se rend pas compte qu'elle est en passe de se figer en ville-musée, au lieu de s'affirmer comme une grande capitale économique. Quoique... Peut-être s'en rend-elle compte peu à peu. Peut-être en a-t-elle assez d'être assimilée à cette gauche égoïste, si donneuse de leçons. Oui, oui, écoutez bien, je crois qu'elle s'en rend compte.

Le gaz de schiste une nouvelle énergie ou une arme économique ?

Le débat français sur l'autorisation ou l'interdiction de l'extraction du gaz de schiste pose deux questions. La première, bien évidemment, est d'ordre environnemental. Faut-il, alors que les experts du monde entier s'accordent pour dire que nous devons passer rapidement à une économie décarbonnée au risque d'accroître le réchauffement climatique au delà de ce que notre planète peut accepter, détourner une grande part des investissements pour les énergies renouvelables au profit du gaz de schiste ? Et ce d'autant plus que la fracturation hydraulique, l'injection sous très haute pression d'un fluide dans les couches géologiques qui piègent ce gaz de schiste, a des répercussions écologiques graves. De plus des analyses faites en 2011-2012 dans le bassin

gazier de Denver-Julesburg (Colorado) ont révélé que 4 % de la production s'envole dans l'atmosphère (sans prendre en compte d'autres pertes à partir des systèmes de canalisation et de distribution). Si l'on ajoute à cela le manque de transparence des pétroliers qui, sous couvert de secret industriel, se refusent à communiquer la composition des fluides qu'ils injectent dans la terre, on peut raisonnablement douter de leur parole lorsqu'ils affirment la main sur le cœur que leur méthode ne présente aucun danger pour l'environnement. Si d'un point de vue environnemental, le gaz de schiste est une hérésie, d'un point de vue économique et géostratégique il en va tout autrement. Dans son rapport d'étape, la mission d'étude et d'analyse récemment lancée pour éclairer le gouvernement sur les enjeux

Le billet vert

de Ludovic Roubaudi, écrivain



de développement potentiel de ces ressources affirme que "d'un point de vue technique et économique, la probabilité que l'accès à ces gisements permette à notre pays, à un horizon temporel à préciser, de réduire très sensiblement ses importations d'hydrocarbures et de limiter d'autant le déficit de sa balance commerciale n'apparaît pas négligeable". Le gouvernement américain va plus loin en expliquant que l'utilisation à grande échelle de cette ressource leur permettrait de contraindre la Russie et les pays producteurs à baisser leurs prix. De là à supposer, comme le clament certains promoteurs de l'extraction, que les opposants sont télécommandés en sous main par nos "ennemis" économiques il y a un pas que je ne franchirai pas.

Le Second Empire

PIZZ'CAFE / RESTAURANT

62, Rue de la Verrerie - Paris 4^e
Tél. 01 42 72 04 33



Ouvert tous les jours
de 9h00 à 02h00
Service restaurant
de 11h30 à 15h00
et de 19h00 à 23h00

PIZZ'CAFÉ



CAFÉ
SALON
DE THÉ
BIÈRE
À
TOUTE
HEURE

Le Second Empire

BOISSONS
CHAUDES
BOISSONS
FROIDES

À
TOUTE
HEURE

